

#BudgetDuSilence



Madame la Ministre, votre silence devient violence

Madame la Ministre,

Il y a des silences qui en disent long.

C'est ce que nous affirmions collectivement au sein de la tribune "Le budget du silence", signée et relayée par plus d'une soixantaine de réseaux, fédérations et organisations professionnelles de la culture et de l'économie sociale et solidaire début décembre.

Initiée par Les Locales, avec le soutien de la Fégarock et de Radio Campus France, dans le cadre de la MCAC - Mobilisation et Coopération Art et Culture, **cette tribune a connu un large écho dans le secteur culturel, et bien au-delà. Elle n'a pourtant fait l'objet d'aucune réponse de votre part, ni de celle du ministre de l'Économie et des finances.**

Pire encore : depuis, les signaux budgétaires s'aggravent. Les baisses annoncées frappent de plein fouet le secteur culturel citoyen dans sa diversité, ainsi que l'ensemble des associations et structures de l'économie sociale et solidaire.

Pourtant, le débat parlementaire sur le projet de loi de finances 2026 a montré qu'**une autre voie est possible**. Nombre de parlementaires se sont mobilisé·es pour sauvegarder notamment le champ culturel. Des amendements transpartisans ont été déposés pour renforcer le budget de la culture, déplafonner les taxes fiscales affectées au CNM, soutenir les lieux intermédiaires et les festivals, sécuriser l'été culturel, élargir le plan MPMD au-delà des seuls réseaux labellisés, créer un fonds de sauvegarde pour les politiques culturelles territoriales, ou encore soutenir les actions culturelles transversales ou d'éducation artistique et culturelle, notamment dans les territoires ruraux.

Le maintien de l'enveloppe du FSER au niveau de 2025, face au projet de coupe qui pèse sur les radios associatives, a été voté par le Sénat. Le relèvement des montants du FONPEPS, dispositif d'aide à l'emploi dans le spectacle, a quant à lui été voté par la commission finances de l'Assemblée Nationale en nouvelle lecture.

Ces signaux sont clairs : le Parlement exprime une attente forte de protection et de renforcement des politiques culturelles.

Nous vous demandons donc solennellement de soutenir ces orientations et d'assumer une ambition budgétaire à la hauteur des enjeux. Les coupes envisagées menacent en effet directement l'existence même du tissu culturel associatif, pilier de l'intérêt général, de la vitalité démocratique et de la cohésion territoriale.

En ce début d'année, le décret relatif au FONPEPS, s'il reconduit formellement le dispositif pour 3 ans, acte en réalité **un recul majeur**. Nous avons alerté à de nombreuses reprises sur la réduction de près de moitié de son budget et demandé de garantir un niveau de financement correspondant aux besoins réels du secteur, estimés à près de 60 millions d'euros. Or, le décret paru au 30 décembre 2025 abaisse les niveaux d'aide et introduit de nouvelles conditions d'accès, sans concertation aucune avec les organisations professionnelles. Cette décision aura un impact direct sur l'emploi artistique et culturel, sur la structuration des équipes et sur la vitalité culturelle des territoires.

Par ailleurs, les baisses des budgets du ministère de la Culture, notamment des programmes 131 (création) et 361 (démocratie culturelle) laissent craindre des **arbitrages douloureux** au niveau des DRAC. Déjà, des remontées de terrain nous alertent des risques de diminution voire de disparition de certains dispositifs cruciaux pour les structures les plus fragiles.

Nous aspirons à une ambition forte de votre part pour défendre la diversité culturelle, garantir la participation de toutes et tous à la vie artistique et culturelle et protéger les libertés associatives et de création.

À l'approche des élections municipales, un message clair doit être adressé aux élus·es des territoires : l'État doit cesser d'affaiblir les politiques culturelles d'intérêt général et, au contraire, les encourager, les protéger et les renforcer.

Madame la Ministre, nous attendons des actes forts, des engagements précis, des décisions concrètes et des réponses publiques.

Resterez-vous silencieuse face à la gravité de la situation et aux alertes massives du secteur culturel ?

Cette lettre ouverte a été rédigée le 20 janvier 2025 dans le cadre de la **MCAC-Mobilisation et Coopération Art Culture** à l'initiative de l'UFISC et signée par plus de 50 organisations professionnelles des arts et de la culture.



Née dans le contexte de la crise COVID et relancée en avril 2025, la **Mobilisation et Coopération Art & Culture (MCAC)**, coordonnée par l'UFISC, s'est imposée comme un espace de mobilisation, de coopération, de veille et de plaidoyer, qui rassemble plus de cinquante près de quatre-vingt fédérations, réseaux et organisations professionnelles du secteur artistique et culturel (→ lire la déclaration d'intention des organisations participantes).

Face aux politiques d'austérité et aux attaques réactionnaires qui fragilisent aujourd'hui l'ensemble du champ associatif et de l'intérêt général, la MCAC appelle à une réponse collective et alerte sur un véritable plan social à bas bruit, qui menace l'ensemble de l'écosystème culturel et artistique en même temps que les droits culturels et les libertés fondamentales (→ lire le communiqué du 24 juillet 2025 "pour un grand plan de revitalisation culturelle, sociale et solidaire !").

► Liste des signataires à jour et ressources :
www.mobilisationculturelle.org

